Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Très haut débit : pour la Chambre régionale des comptes la couverture est ‘très satisfaisante’ en Vaucluse



La Chambre régionale des comptes Provence-Alpes-Côte d’Azur vient de rendre public son rapport sur la gestion du déploiement du réseau très haut débit par le Département de Vaucluse et la société Vaucluse Numérique, délégataire de service public désignée par le Conseil départemental pour cela.

« Dans le cadre de sa compétence d’aménagement numérique, le département de Vaucluse a conclu, en 2011, une concession d’une durée de 25 ans avec la société Vaucluse numérique, explique la synthèse du rapport de 40 pages que vient de dévoiler la Chambre régionale des comptes (CRC) Paca sur ce déploiement. Cette concession concerne la conception, la création et l’exploitation d’un réseau de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

communications électroniques très haut débit. Ce réseau est destiné à 105 communes qui, pour des raisons économiques, n'ont pas attiré l'intérêt des opérateurs privés et se trouvent, de ce fait, dans des zones non encore desservies. »

Retrouvez ici le rapport complet de la Chambre régionale des comptes

***Un contrat ambitieux pour un taux de couverture très satisfaisant**

« Le premier contrat prévoyait non seulement le raccordement de 283 sites prioritaires et de 103 zones d'activité économique, mais aussi la création progressive d'un réseau de fibre optique pour les particuliers et les professionnels, à travers des plans de déploiement successifs, poursuit la CRC. Les retards enregistrés lors du déploiement ont été résolus, mais le département a renoncé à exiger 1,6M€ de pénalités contractuelles dues, sans en informer son assemblée délibérante. Au deuxième trimestre 2024, le taux de couverture du réseau public sur ce périmètre atteignait 98 %, un chiffre supérieur à la moyenne nationale. Cependant, quelques défis administratifs et techniques subsistent pour finaliser le réseau. »

Fibre optique en Vaucluse : un pari réussi ?

Un financement public significatif et des défis à relever

« Les financements publics couvrent plus de 43% des dépenses d'établissement du réseau, soit 65M€ sur 151M€ estimés. Le rythme de commercialisation des prises installées, de l'ordre de 50% fin 2024, est conforme aux prévisions et proche de la moyenne nationale pour les zones délaissées par les acteurs privés. »

Au final, la CRC Paca préconise : « compte tenu du montant des investissements et de la participation publique, le département doit renforcer le contrôle financier de la concession. Il doit notamment affiner son analyse de la réalisation des investissements et de leur financement, se conformer au respect du formalisme en matière de validation des avenants et d'information de l'assemblée départementale, et sécuriser le financement des raccordements longs, actuellement partiellement prévu.

Dans le détail, la Chambre recommande que le Département de Vaucluse et société Vaucluse numérique évaluent le coût des raccordements longs et en préciser les modalités de financement par voie d'avenant entre le département et le concessionnaire, élaborent un schéma de résilience du réseau de fibre optique et enfin, produisent l'intégralité des informations visées par dispositions du code général des collectivités territoriales à l'occasion de la présentation du rapport annuel du délégataire à la commission consultative des services publics locaux et à l'assemblée délibérante.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Lucien Stanzione, ‘Je me bats pour un département rural en danger’



Lucien Stanzione, sénateur socialiste, a fait le point des dossiers de son mandat de six ans dont trois passés à défendre particulièrement les filières les plus en souffrance du département : la lavande et la cerise ainsi que le financement de la recherche pour les maladies et les ravageurs. L’homme politique s’attaque, pour les 3 ans à venir, à la professionnalisation du statut d’élu et à l’obtention d’une protection juridique identique à celle des magistrats et des forces de l’ordre

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

face à l'insécurité grandissante. Il est également question de sécurité et de défense des services publics.

«Le Vaucluse assied son économie sur l'agriculture. Or, celle-ci se transforme, notamment du point de vue de la règlementation ; celle de l'offre et de la demande.»

«Il y a encore 5 ans, tout allait bien pour la lavande.
C'était une culture d'avenir pour des zones déshéritées avec des cours élevés allant de 100 à 120€ le kilo d'huile essentielle. Puis les industriels de la Beauce, voyant les cours de blé chuter, se sont lancés dans la lavande, obtenant pour la mise en place des distilleries, des subventions européennes. Les territoires voisins du fleuve Rhône se sont mis à planter, tandis que la Bulgarie faisait elle-aussi de l'importation de lavande. Les grands parfumeurs ont acheté des terres en Bulgarie et planté sur place. C'est toute cette concomitance de faits et le développement des huiles essentielles de lavande qui ont fait chuter les cours. Résultat, 4 ans après, nous sommes entre 12 et 17€ le kilo. L'huile essentielle fine de lavande n'est plus rémunératrice -en dessous de 15€/kg pour l'agriculteur-. Le coût d'exploitation est devenu supérieur au bénéfice de la vente.»



Copyright Office de tourisme pays d'Apt Luberon

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

«Il y a aussi la question des ravageurs
Les produits de traitement phytosanitaires ont été interdits –dont certains détectés –diméthoate- probablement cancérigènes- sans que simultanément il y ait des alternatives. Les plantes sont en train de crever. En réaction, au Sénat, nous avons imposé le vote d'une enveloppe de 10M€ d'aide aux lavandiculteurs dont 1M€ à l'aide directe et avons insisté pour, surtout, financer la recherche. Cependant les critères d'éligibilité pour toucher ces 9M€ d'aides sont tellement stricts que seulement 5M€ ont été affectés et sur 850 lavandiculteurs vauclusiens, 300 sont éligibles.»

«Il faut encore se battre pour la cerise.
Et faire de l'amande et de la pistache, ce serait renoncer à la cerise. On n'en n'est pas là. Il faut encore se battre et trouver des traitements efficaces contre les ravageurs. Le seul remède actuellement prescrit est le filet –c'est entre 40 000 et 70 000€ l'hectare- sur les arbres, et lorsqu'il faut faire un traitement complémentaire, l'agriculteur doit retirer et remettre les filets. Et cela est à ajouter au coût d'exploitation. Là encore, il faut faire des efforts avec l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement). C'est 10M€ qu'il faut créditer à la recherche.»



Cerises du Ventoux copyright PNR Ventoux/Vori

La distillation du vin

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

«Nous en sommes à quasiment deux années de stock de vin non écoulé. La crise vient aussi, en partie, des changements des modes alimentaires. On boit de moins en moins de vin rouge et de plus en plus de vin rosé et blanc. Les vins du Bordelais (région qui vit, actuellement, un plan d'arrachage des vignes), et des Côtes-du-Rhône classiques, à l'exclusion des grands crus, ne se vendent plus. Finalement le Gouvernement a autorisé en décembre dernier, la distillation 3 millions d'hectolitres de vin rouge.»

«Je travaille également sur l'irrigation du nord Vaucluse,
via le dossier HPR (schéma directeur de réseaux d'irrigation modernes, multi-usages), mené en particulier par Georgia Lambertin, la présidente de la Chambre d'agriculture de Vaucluse. Son enveloppe est comprise entre 200€ et 400M€. Le Canal de Carpentras est mandaté pour en être le metteur en scène, avec l'expertise du Canal de Provence, au chapitre technique. Deux branches irrigueraient l'une jusqu'au nord Vaucluse et l'autre branche au Sud de la Drôme. Les questions à régler ? Cette irrigation serait conçue pour quelle agriculture ; pour quelles productions ; pour quelle consommation et sur quelles techniques agricoles ? Car sans eau, il n'y a pas d'agriculture.»

«La Poste
La fermeture des postes n'est pas tolérable car c'est le service public de la proximité que j'ai toujours défendu. Pourtant, le bureau de Poste de Saint-Ruf,à Avignon, comme ceux des petites communes ferment. Nous devons penser aux personnes les plus en difficulté comme les personnes âgées, les personnes handicapées, celles qui ne peuvent pas se déplacer parce qu'elles n'ont pas de véhicules, les gens qui vivent avec nous et autour de nous. Cependant, pour les petites communes, comme Saignon, l'agence communale postale, aux horaires élargis, peut être une solution. Le problème ? C'est la perte des services financiers. Les personnes qui ont un compte à La Poste ou perçoivent leur pension n'y ont accès que dans un véritable bureau de la Poste qui sont, hélas, regroupés dans les grandes villes.»

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

La fermeture des hôpitaux

«Nous vivons une crise de la santé publique et de l'urgence médicale. Cela veut dire que l'on joue avec la santé des gens. Même le 15 ne dispose plus, systématiquement, d'un médecin car on en manque. Il est, le plus souvent, remplacé par un infirmier. Il y a des médecins urgentistes dans les Forces armées, réquisitionnons les pour faire les urgences de nuit. Nous avons besoin de professionnels pour faire les premiers soins. Faisons de même avec les médecins libéraux volontaires des sapeurs-pompiers.»

Quand la République recule

«A propos de la police nationale urbaine ? On nous avait annoncé plus de 43 postes et on se retrouve avec 15. Je demande pourquoi, et l'on me répond que personne ne veut venir. Je n'ai pas compris parce que des familles de la région parisienne –où démarrent la carrière de tous les jeunes policiers- m'ont saisi pour rejoindre leur famille dans le sud. En même temps, on me répond qu'il n'y a pas de volontaires pour

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

venir. Si l'on a envie de mettre en place la politique que l'on annonce, -je parle du ministre de l'Intérieur- alors pourquoi vivons-nous cette situation ridicule ?

La lutte contre la drogue ?

Finalement, la lutte contre la drogue n'est pas menée comme elle devrait l'être et comme nous le voyons à Cavaillon, Carpentras –la situation du bois de l'Ubac est catastrophique avec ses guetteurs installés- et à Avignon. Il faut arrêter la politique du bling-bling avec Gérald Darmanin en shérif. Ces solutions ne sont pas opérantes. Les gens qui habitent ces quartiers ont de faibles revenus et ne peuvent habiter que là. Ils sont pris en otages dans une cité contrainte par des trafiquants et où il n'y a plus de services publics. Nous avons besoin de moins d'annonces et de plus d'efficacité, avec l'affectation permanente de policiers. La CRS 8 ? C'est de la rigolade, parce qu'ils ne restent que 4 jours, juste le temps, pour les dealers, d'aller à la mer.»



Lutte contre la drogue DR

La violence envers les élus

«Je demande depuis plus de 10 ans, un véritable statut des élus 'Agent civique territorial'. Nous demandons un projet de loi pour un statut de fonctionnaire citoyen, comparable à celui des agents de la fonction publique. On passe du système de l'indemnité à celui de la rémunération et à un système de protection de l'élu et de la personne.»

Perspectives pour les 3 années à venir

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

«Tenant compte de mes nouvelles fonctions au Sénat, dans le cadre de la commission des Affaires économiques, celle de l'Aménagement du Territoire et de l'environnement et de la Délégation aux collectivités territoriales, mon action se complètera vers le monde de l'économie en faveur de l'emploi, de la formation, des rémunérations en travaillant avec les élus sur le développement de l'entreprise, de l'artisanat et de l'activité de proximité. Sans oublier le 3ème versant de l'économie vauclusienne : le tourisme.



Le élus se battent pour maintenir les services de proximité DR

«Par ailleurs, il se pose aussi la question du devenir des grands villes de notre département.
Je rappelle que les prochaines élections municipales auront lieu dans 3 ans. Et si l'on ne répond pas aux préoccupations des bassins de vie en termes de développement économique, de sécurité et des questions sociales, il est probable que ces villes rencontrent de grandes difficultés dans tous ces domaines au détriment des vauclusiens. »

«A propos du Rassemblement national
Je tiens aussi à dire que malgré ce qu'ils veulent faire croire, ce ne sont pas eux -les élus du rassemblement national ou assimilé- qui défendent la justice sociale et la lutte contre les inégalités. Ce ne sont pas eux qui défendent les plus faibles. La preuve : ils ont refusé le repas à 1€ pour les étudiants

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

pauvres, ainsi que la proposition de la gauche du Smic à 1500€ net. Sur les questions sociétales, également, ils refusent l'inscription du droit à l'avortement dans la constitution. Un député RN a ainsi proposé récemment que les femmes retournent dans leur foyer plutôt que de travailler. Ma ligne de conduite est de travailler avec tous les élus, ceux de gauche et ceux qui se réclament de l'arc républicain au service des vauclusiens et des élus.»



Dans les coulisses de la conférence de presse